



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 2 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM LOGISTIC

ZAC de Frégy
77610 Fontenay-Trésigny

Références : E/23-1244
Code AIOT : 0006508390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement FM LOGISTIC implanté ZAC de Frégy 77610 Fontenay-Trésigny. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM LOGISTIC
- ZAC de Frégy 77610 Fontenay-Trésigny
- Code AIOT : 0006508390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site est implanté dans la ZAC de FREGY sur la commune de FONTENAY-TRESIGNY (77610). Il est desservi par la RN4. Il est exploité depuis 1999.

Le site est classé SEVESO seuil bas. Il est ISO 9001 et 14001. Son terrain d'emprise occupe une surface de 157 635 m². La plateforme est composée de 12 cellules distinctes dont deux sont équipées pour fonctionner en température dirigée (B11 et B12) :

- Les cellules 1, 2, 9, 10, 11 (A et B) et 12 sont dédiées au stockage de produits alimentaires.
- Seule la cellule 12 fonctionne actuellement en température dirigée.
- Les cellules 3, 4 et 5 servent de stockage ponctuel (produits alimentaires ou bazar).
- La cellule 6 est dédiée au conditionnement à façon.
- La cellule 7 est dédiée au stockage de produits alimentaires.
- L'exploitant a définitivement renoncé à la construction de la cellule 8, prévue pour accueillir les 4 sous-cellules dédiées au stockage de matières dangereuses.*

* : La surface utile de l'ensemble des bâtiments initialement de 68 842 m² (confer article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011) est donc réduite à 65 165 m².

Le site compte donc actuellement 11 cellules dont certaines divisées en sous-cellules.

La société FM LOGISTIC dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection du 04/02/2019,
- les conditions de rejets atmosphériques,
- les installations de combustion,
- l'atelier de charge d'accumulateurs,
- l'état des stocks,
- les conditions de stockage,
- le POI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Généralités	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Comportement au feu des bâtiments	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Alimentation en combustible	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Détection gaz - détection incendie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Chaufferies secondaires	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Interdiction des feux	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Sols, murs et rétention	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Accessibilité	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
18	Ventilation	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
24	Stockage	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
30	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article n°1907/2006 - Article 37.5	/	Sans objet
2	Dispositions générales	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.1	/	Sans objet
3	Conduits et installations raccordées	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.2	/	Sans objet
5	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.4	/	Sans objet
8	Ventilation	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.3	/	Sans objet
10	Contrôle de la combustion	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Livret de chaufferie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.8	/	Sans objet
15	Comportement au feu du local	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.1	/	Sans objet
19	Interdiction des feux	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.7	/	Sans objet
20	Détection gaz	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.5	/	Sans objet
21	Matériel électrique de sécurité	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.6	/	Sans objet
22	Utilisation rationnelle de l'énergie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.8	/	Sans objet
23	Etat des stocks	Lettre du 21/06/2017	/	Sans objet
25	Stockage des produits toxiques (4120, 4130, 4140, 4150, 4510, 4511)	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.3	/	Sans objet
26	Stockage des engrais solides (4702)	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.4	/	Sans objet
27	Stockage des gaz inflammables liquéfiés (4320, 4321, 4718)	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.5	/	Sans objet
28	Stockage des produits inflammables liquides (4330, 4331, 4734, 1436, 4755)	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.6	/	Sans objet
29	Entretien général	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site FM FRANCE à Fontenay-Trésigny est globalement correctement exploité. La non-conformité relevée lors de l'inspection du 25/03/2019 a été levée. Néanmoins, certains points méritent une attention renouvelée de la part de l'exploitant, afin d'obtenir une conformité complète au regard de la réglementation environnementale.

Par ailleurs, il convient que l'exploitant respecte les modalités de stockage prévues à l'article 8.1.7.2 l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011, en particulier concernant le stockage de matières dangereuses dans les cellules non dédiées à un tel stockage. L'inspection demande notamment à l'exploitant de s'assurer que les matières dangereuses soient stockées en faibles quantités et dans les cellules dédiées à la préparation des commandes ou à l'attente avant expédition, et ce, dans l'attente de la finalisation de l'instruction du porter à connaissance du 15 janvier 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article n°1907/2006 - Article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Suite de l'inspection du 04/02/2019
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p>
<p>Constats : Non-conformité n°1 de l'inspection du 04/02/2019 : L'exploitant ne met pas en œuvre les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés par le respect de l'ensemble des recommandations des fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux qu'il stocke sur son site et ce, contrairement aux prescriptions de l'article 37.5 du règlement européen CE n°1907/2006 du 18 décembre 2006 (REACH) [: le détergent RM81 à base d'hydroxyde de sodium (base forte), conditionné en bidons plastique de 20 l, présentant une forte réaction exothermique aux acides et classé H351 (susceptible de provoquer le cancer) n'était pas stocké sur rétention ni dans un espace fermant à clef comme le recommande sa FDS.]</p> <p>Par courrier du 25/04/2019, l'exploitant indique qu'il stocke dorénavant le détergent RM81 dans une armoire ignifugée sur rétention et fermant à clé. Lors de la visite terrain, l'inspection a bien constaté la présence de cette armoire dont la clé est détenue par le chef d'équipe.</p> <p>--> Le constat de l'inspection du 04/02/2019 est clos.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes F 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
Constats : L'exploitant indique réaliser deux contrôles annuels de combustion de ses chaudières, généralement en octobre et février.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations raccordées : 2 chaudières Puissance ou capacité : 2,4MW (1,4 MW et 1,04 MW) Combustible : gaz naturel Autres caractéristiques : Chauffage
Constats : L'exploitant dispose de 2 chaudières de 1,4 MW et 1,04 MW fonctionnant au gaz naturel. Celles-ci assurent le chauffage des cellules de l'entrepôt. Le chauffage des bureaux n'est pas assuré par ces chaudières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conduit n°1 : Hauteur : 14 m Diamètre : 600 m Débit nominal : 2210 Nm ³ /h Vitesse mini d'éjection : 5 m/s Conduit n°2 : Hauteur : 14 m Diamètre : 600 m Débit nominal : 1650Nm ³ /h Vitesse mini d'éjection : 5 m/s Nota : la vitesse d'éjection des gaz devra être ≥ 5 m/s en marche continue maximale. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
Constats : Selon les documents présentés par l'exploitant, la hauteur de la cheminée de la chaudière n°6 est de 15m et sa vitesse moyenne d'éjection est de 7 m/s. Cependant, le diamètre de la cheminée est de 0,4m au lieu de 0,6m. Non-conformité n°20221208-1 : Le diamètre de la cheminée (conduit n°1) associée à la chaudière n°6 est inférieur à 0,6m contrairement à ce que prévoit l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011. Non-conformité n°20221208-2 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le débit nominal d'éjection était de 2210 Nm ³ /h pour la cheminée (conduit n°1) associée à la chaudière n°6. Non-conformité n°20221208-3 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les caractéristiques (hauteur, diamètre, débit nominal), outre la vitesse minimale d'éjection, de la cheminée (conduit n°2) associée à la chaudière n°5 étaient conformes à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); - à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Conduit n°1 : Concentration en O₂ de référence : 3% Poussières : 5 mg/Nm³ SO₂ : 35 mg/Nm³ NO_x en équivalent NO₂ : 150 mg/Nm³</p> <p>Conduit n°2 : Concentration en O₂ de référence : 3% Poussières : 5 mg/Nm³ SO₂ : 35 mg/Nm³ NO_x en équivalent NO₂ : 150 mg/Nm³</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de mesures des polluants atmosphériques au niveau des conduits n°1 et n°2 du 28/10/2021.</p> <p>Pour une concentration en O₂ de référence de 3%, 143 mg/m³ de NO_x ont été mesurés au niveau du conduit de la chaudière n°5 et 141 mg/m³ de NO_x ont été mesurés au niveau du conduit de la chaudière n°6. Des mesures en SO₂ et poussières ne sont pas réalisées conformément à ce que prévoit l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 en cas d'utilisation de gaz naturel comme combustible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure (RE 30), munis d'un ferme porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure (REI 120).</p> <p>À l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible, - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>Par ailleurs, un dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz, facilement repérable et manœuvrable par les services de secours est installé à l'extérieur du bâtiment.</p>
<p>Constats : La chaufferie du site est située dans un local exclusivement réservé à cet effet. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de démontrer que les parois la séparant du reste de l'entrepôt étaient coupe-feu de degré 2h. Il n'existe aucune communication entre le local et l'entrepôt. Pour rappel, l'article 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 prévoit que "les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues au point 2.1 de la présente annexe ne peuvent être respectées : parois, couverture et plancher haut REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) [...]".</p> <p>Non-conformité n°20221208-4 : L'exploitant n'a pas justifié que les murs séparant la chaufferie du reste de l'entrepôt étaient coupe-feu de degré 2h.</p> <p>Une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ainsi qu'un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible sont présents à l'extérieur de la chaufferie. Un système d'alerte se déclenchant, par report sur l'alarme incendie, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs est également présent. Le dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz n'est pas facilement repérable à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Non-conformité n°20221208-5 : Le dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz, situé à l'extérieur de la chaufferie, n'est pas facilement repérable.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Comportement au feu des batiments

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- matériaux de classe MO (incombustibles).- stabilité au feu de degré une heure,- couverture incombustible. Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faible résistance...).
Constats : Non-conformité n°20221208-6 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le local chaufferie présentait les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes: <ul style="list-style-type: none">- matériaux de classe MO (incombustibles).- stabilité au feu de degré une heure,- couverture incombustible. Le local chaufferie est équipé d'ouvrants en façade en partie haute et basse assurant une évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Ventilation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.
Constats : Le local chaufferie est équipé d'ouvrants permanents en façade, en partie haute et basse, assurant une ventilation naturelle du local afin d'éviter la formation d'atmosphère explosible ou nocive.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indique dans des consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>La parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.</p> <p>Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>(1) Vanne automatique: cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.</p> <p>(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs</p> <p>(3) Pressostat: ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p> <p>Constats : Les réseaux d'alimentation en combustible sont protégés contre les agressions extérieures. Un dispositif de coupure d'alimentation en combustible est présent à l'extérieur du local dans un endroit accessible rapidement en toutes circonstances et en aval du poste de livraison.</p> <p>Ce dispositif n'est pas parfaitement signalé (voir point de contrôle précédent) mais comporte un repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Non-conformité n°20221208-7 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz, chacune asservie à des capteurs de détection de gaz et un pressostat

- toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.
Au sein du local, le parcours des canalisations est aussi réduit que possible. Un organe de coupure rapide est présent à proximité de chaque appareil de combustion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p>
Constats : Les appareils de combustion sont équipés d'un dispositif de contrôle de la température assurant un contrôle du bon fonctionnement des appareils et garantissant une mise en sécurité de l'appareil concerné en cas de dépassement d'une température donnée. Ces appareils sont également équipés d'un dispositif de contrôle de flamme assurant une mise en sécurité de l'installation et une coupure de l'alimentation en combustible en cas de détection d'absence de flamme. Dans ce cas, un voyant de défaut rouge s'allume également.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées : sans surveillance bectanente ou bien implantées en sous sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation dectrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des quipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 7.3.3.1.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p>
<p>Constats : Les chaudières sont exploitées sans surveillance permanente mais ne sont pas implantées en sous-sol. 4 détecteurs gaz sont présents dans le local chaufferie et pour lesquels l'exploitant précise avoir défini 2 seuils :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de détection d'une concentration en gaz supérieure ou égale à 15 % de la LIE, un report d'alarme est effectué au niveau de la centrale gaz puis au niveau de la centrale incendie. L'alarme est ensuite reportée au poste de garde ainsi qu'au niveau de la télésurveillance, - en cas de détection d'une concentration en gaz supérieure ou égale à 30% de la LIE, au delà des actions précédemment citées, la vanne d'alimentation en gaz se ferme, les installations s'arrêtent et l'alimentation électrique est coupée. <p>L'exploitant a indiqué que des contrôles des détecteurs gaz étaient effectués annuellement. Lors du dernier contrôle, l'étalonnage des appareils a été réalisé et aucune non-conformité n'a été identifiée.</p> <p>Les consignes d'exploitation font mention de cette mesure de sécurité mais demeurent incomplètes. En effet, celles-ci ne précisent pas les différents seuils de détection et les actions de sécurité associées.</p> <p>Observation n°20221208-1 : Il convient que l'exploitant complète ses consignes d'exploitation en détaillant davantage le processus de mise en sécurité associée à la détection de gaz (définition des seuils de détection et des actions associées notamment).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Chaufferies secondaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations de combustion dont la puissance thermique est supérieure à 70 kW mais inférieure à 2 MW sont situées dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (REI 120).</p> <p>Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure (RE 30), munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure (REI 120).</p> <p>Une vanne de coupure permettant d'arrêter l'écoulement du combustible est installée à l'extérieur de la chaufferie, sur la canalisation d'alimentation des brûleurs. Cette vanne est facilement repérable et manœuvrable.</p>
<p>Constats : Cette prescription n'a pas été vérifiée par l'inspection car celle-ci s'est focalisée sur la chaufferie principale, l'exploitant n'a pas précisé si des chaufferies secondaires étaient existantes sur le site.</p> <p>Observation n°20221208-2 : L'exploitant précisera si des chaufferies secondaires sont présentes sur site, tel que le prévoit l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011 (3 chaudières indépendantes de 115,67 kW, 56 kW et 700 kW fonctionnant au gaz naturel).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p>Constats : L'inspection a consulté le livret de chaufferie présent dans le local chaufferie et sur lequel les éléments suivants étaient renseignés, sans précision de non-conformité particulière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installation d'un compteur gaz sur les chaudières 1 et 2 le 24/01/2022 - ramonage le 07/06/2022 - contrôle de la combustion des chaudières 1 et 2 le 28/10/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.
Constats : Lors de sa visite du local chaufferie, l'inspection n'a pas identifié d'affichage interdisant d'apporter du feu sous une forme quelconque.
Non-conformité n°20221208-8 : L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu, n'est pas affichée en caractères apparents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Comportement au feu du local

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux abritant l'atelier de charge d'accumulateurs doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120), - couverture incombustible et légère - portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, - portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure (RE 30), - pour les autres matériaux : classe MO (incombustibles) (A2s1d0). Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de justificatif attestant que les caractéristiques de réaction et de résistance au feu des locaux abritant les postes de charge d'accumulateurs étaient conformes à celles requises par l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.
Non-conformité n°20221208-9 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les locaux abritant les postes de charge d'accumulateurs présentaient les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales requises par l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.
Les locaux sont équipés d'extracteurs d'air mécanique et naturels, ainsi que de lanterneaux en toiture permettant une évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Sols, murs et rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des locaux de charge sont étanches, incombustibles et traités anti-acide. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre. Les locaux sont sur rétention.
Constats : L'inspection a constaté que le sol des locaux de charge était étanche et incombustible. L'exploitant a précisé que celui-ci étant également traité anti-acide. Celui-ci n'a cependant pas pu justifier si les murs étaient recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre.
Non-conformité n°20221208-10 : L'exploitant n'a pas justifié que les murs des locaux de charge étaient recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Accessibilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'atelier de charge est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie-échelle il le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Il existe une porte donnant vers l'extérieur qui sera tenue normalement fermée.
Constats : L'atelier de charge est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et est desservi, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie-échelle. En revanche, il n'existe aucune porte donnant vers l'extérieur. Pour rappel, cette prescription vise à ce que "en cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés." conformément à l'article 2.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925. Ici, le local est fermé (bien qu'il dispose d'une porte intérieure pour accéder au reste de l'entrepôt et que celle-ci soit distante de quelques mètres d'une autre porte de l'entrepôt donnant vers l'extérieur), il n'existe aucun ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés depuis l'extérieur.
Non-conformité n°20221208-11 : L'atelier de charge ne dispose pas de porte donnant vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Le local sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans ce local. La ventilation naturelle sera renforcée par une ventilation mécanique.</p> <p>Le rejet à l'atmosphère se fera par un conduit incombustible, débouchant à l'air libre en un lieu éloigné de toute source d'ignition et tel que la dispersion d'un mélange gazeux soit assurée en toutes circonstances sans gêne pour le voisinage.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules et restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.</p> <p>L'atelier sera équipé de dispositifs d'évents correctement dimensionnés et disposés afin d'annuler pour son environnement immédiat les conséquences d'une explosion due à l'activité de charge d'accumulateurs.</p>
<p>Constats : Tel que précisé dans les points de contrôle précédents, les locaux de charge sont convenablement ventilés (extracteurs d'air mécanique et naturels, lanterneaux) afin d'éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Les débouchés à l'atmosphère sont placés aussi loin que possible des habitations voisines et bureaux. L'exploitant n'a pas démontré que le conduit assurant le rejet à l'atmosphère était incombustible.</p> <p>Non-conformité n°20221208-12 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que le conduit du local de charge assurant le rejet à l'atmosphère était incombustible.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les conduits de ventilation étaient munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules et restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée et qu'il disposait d'évents permettant d'annuler les conséquences d'une explosion due à l'activité de charge d'accumulateurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le local, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.
Constats : L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu, était affichée en caractères apparents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Détection gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le local est équipé d'un ou plusieurs détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés. La détection entraîne le report d'une alarme ainsi que l'arrêt de la charge des accumulateurs. A défaut, l'interruption des systèmes d'extraction d'air devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : Le local de charge est équipé de 4 détecteurs d'hydrogène disposant de 2 seuils de détection : - lorsqu'un dépassement de 15% de la LIE est détecté, un combiné flash/sirène se déclenche ainsi qu'un report d'alarme, - lorsqu'un dépassement de 25% de la LIE est détecté, un report d'alarme se déclenche et l'alimentation électrique du local est coupée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Matériel électrique de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.
Constats : L'inspection a constaté l'absence d'objet/activité non strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation du local de charge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Utilisation rationnelle de l'énergie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les postes de charge d'accumulateurs sont équipés de dispositifs de suivi des charges mesurant l'état réel de charge des accumulateurs et arrêtant la charge des batteries lorsqu'elles sont totalement rechargées.
Constats : Lorsque les batteries sont en cours de chargement, un code couleur assure un suivi de leur niveau de charge. Lorsqu'elles sont totalement rechargées, la charge s'arrête automatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Lettre du 21/06/2017
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [Voir tableau actualisant la situation administrative dans courrier préfectoral du 21 juin 2017]
Constats : L'état des stocks du jour a été présenté par l'exploitant. Dans celui-ci, l'emplacement des produits, le nom et le poids des produits stockés sont précisés. Ce jour-ci, 4,7t de produits 4510, 13,4 t de produits 4331 et 0,5 t de produits 1436 étaient stockés sur site. L'exploitant a indiqué qu'il pouvait parfois stocker du gel hydroalcoolique pour l'un de ses locataires. Le jour de l'inspection ce stockage était de 5071 kg, bien en deçà des quantités autorisées (le total des produits relevant de la rubrique 4331 s'élève donc à 18,4 t).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [Voir tableau des produits stockés par cellule de l'article 8.1.7.2 de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011]</p> <p>Une hauteur minimale de 1 mètre est laissée libre entre les têtes de sprinkler sous toiture et le dessus des palettes supérieures.</p> <p>Le stockage de tout produit dangereux (liquides inflammables, aérosols, toxique, explosif...) est interdit quelle que soit la quantité sauf dans les cellules du bâtiment 8.</p> <p>La présence de ces produits dangereux est tolérée en faibles quantités dans les cellules dédiées à la préparation des commandes ou à l'attente avant expédition.</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.</p> <p>La gestion des incompatibilités de stockage est définie par des procédures écrites. Avant tout stockage d'un produit dans une cellule, une analyse des incompatibilités au moyen a minima des FDS est effectuée. Ces analyses sont enregistrées et à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur à plus de 5 mètres par rapport au sol. Ils doivent être sur des rétentions dimensionnées selon les modalités fixées à l'article 7.5.3 du présent arrêté.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Dans les zones où sont entreposés des liquides dangereux, ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol est étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement.</p> <p>Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.</p> <p>La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.</p> <p>Les produits sont emballés et stockés sur des palettes disposées sur des palettiers métalliques ou racks, ou en masse. Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés.</p> <p>Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur dia base cotes ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.</p> <p>Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des flots limités de la façon suivante :</p> <p>1°) surface maximale des flots au sol : 500 m² ;</p> <p>2°) hauteur maximale de stockage: 8 mètres maximum;</p> <p>3°) distance entre deux flots : 2 mètres minimum ;</p>

4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des ilots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en paletter. les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4°) est applicable dans tous les cas.

Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté qu'une hauteur minimale de 1 mètre entre les têtes de sprinkler sous toiture et le dessus des stockages en racks était respectée.

Comme évoqué lors des deux précédentes inspections du 27/09/2018 et 04/02/2019, le bâtiment 8, prévu pour accueillir 4 sous-cellules dédiées au stockage de matières dangereuses, n'est pas construit. Ainsi l'exploitant ne dispose d'aucune cellule actuellement construite autorisée au stockage de matières dangereuses. Lors de l'inspection du 04/02/2019, il avait été conclut que "Les produits dangereux relevant des rubriques autorisées 4510, 4331 et 1436 sont présents en petites quantités (10,51 t le 27/09/2018 et 1,41 t lors de la présente inspection) [dans les cellules non autorisées au stockage de matières dangereuses]. Leur présence est tolérable en application de l'article 8.1.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011". Le jour de l'inspection, 4,7 t de produits relevant de la rubrique 4510 (pour rappel, le seuil de déclaration est de 20 t), 18,4 t de produits relevant de la rubrique 4331 (seuil de la déclaration : 50 t) et 0,5 t de produits relevant de la rubrique 1436 (seuil de la déclaration : 100 t) étaient présents en bâtiment 4 essentiellement et bâtiment 1 pour le gel hydroalcoolique. Au total, 23,6 t de matières dangereuses sont donc stockées sur site. Un porter à connaissance visant à modifier les conditions de stockage autorisées (suppression bâtiment 8 et autorisation de stockage des matières dangereuses dans de nouvelles cellules) a été transmis le 15/01/2019 et est actuellement en cours d'instruction.

Observation n°20221208-3 : Dans l'attente de la finalisation de l'instruction du porter à connaissance, l'exploitant s'assurera, conformément à ce que prévoit l'article 8.1.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011, que les produits dangereux présents soient stockés dans les cellules dédiées à la préparation des commandes ou à l'attente avant expédition et en faibles quantités.

L'exploitant a présenté sa procédure de stockage de produits dangereux afin de déterminer, grâce aux informations présentes dans les FDS et avant réception de nouveaux produits, si leur stockage est effectivement réalisable sur site et les conditions de stockage de ces derniers (nécessité d'un bac de rétention, classe de stockage : inflammable acide, inflammable basique,...). La gestion des incompatibilités semble correctement réalisée grâce à des zonages des cellules définis selon les types de produits mais il n'en est pas fait mention dans la procédure.

Non-conformité n°20221208-13 : La gestion des incompatibilités de stockage n'est pas définie par des procédures écrites.

Dans les zones où sont entreposés des liquides dangereux, ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol est étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement. Il n'a pas été constaté de contact direct entre les rayons solaires et les produits inflammables. De plus, le jour de l'inspection, aucune matière susceptible de se décomposer en cas d'auto-échauffement n'était présente et aucun stockage en vrac n'était réalisé. Aucun stockage limitant ou empêchant l'accès aux issues n'a été constaté. Les conditions de stockage des matières conditionnées en masse ou en palettiers étaient conformes aux dispositions de l'article 8.1.7.2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 25 : Stockage des produits toxiques (4120, 4130, 4140, 4150, 4510, 4511)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres. La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide ne doit pas excéder 5 mètres.
Constats : Aucune substance ou préparation sous forme solide n'était présente le jour de l'inspection selon l'exploitant et les substances ou préparations sous forme liquide étaient stockées au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Stockage des engrais solides (4702)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les engrais sont conditionnés en emballages unitaires de faibles quantités. Le stockage d'engrais est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible. Le stockage est aménagé et organisé en fonction des dangers présentés par les substances ou préparations stockées. Sont notamment interdits à l'intérieur de la cellule contenant le stockage d'engrais - les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) - les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, - le nitrate d'ammonium technique, - les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites. Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles -liquides ou solides accidentellement fondues ne puisse atteindre le stockage d'engrais.
Constats : Aucun engrais n'était stocké sur site le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Stockage des gaz inflammables liquéfiés (4320, 4321, 4718)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans la cellule dédiée aux aérosols, les aérosols contenant des gaz inflammables liquéfiés sont stockés sur racks. Les aérosols sont éloignés de tout système de chauffage et ne doivent pas être exposés au soleil de façon directe. Ils sont stockés dans des racks grillagés. Les portes d'accès à ce local sont maintenues fermées en dehors des heures d'exploitation. Les zones de manutention et de stockage des aérosols sont maintenues dans un état de propreté strict, aucun carton endommagé d'aérosols ne doit traîner au sol. Si des palettes d'aérosols sont endommagées, une procédure spécifique est mise en œuvre pour sécuriser les lieux. Les fourches et les chariots de manutention sont conçus pour minimiser les risques de perforation et de formation d'étincelles.
Constats : Le jour de l'inspection, aucun aérosol n'était stocké sur site. L'exploitant a indiqué stocker de la mousse à raser qui, selon son analyse, ne relève pas de la définition d'un produit aérosol au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Stockage des produits inflammables liquides (4330, 4331, 4734, 1436, 4755)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les liquides inflammables ne sont pas stockés en hauteur à plus de 5 mètres par rapport au sol. Ils doivent être sur des rétentions dimensionnées selon les modalités fixées à l'article 7.5.3 du présent arrêté.
Constats : Les liquides inflammables étaient stockés au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Entretien général

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien général
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc., sont regroupés hors des allées de circulation. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de matériel non utilisé dans les allées de circulation. L'exploitant a indiqué que les cellules faisaient l'objet d'un nettoyage 2 fois par semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>ANNEXE V</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p>

<p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats : Les noms ou fonction des personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence, de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination et du responsable des liaisons avec la préfecture/inspection sont précisées dans le POI.</p> <p>Les dispositifs de protection sont définis pour chaque zone dans le POI et 3 logigrammes relatifs aux différents scénarios susceptibles de se produire ainsi que les moyens de défense associés sont également présents. Les mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte sont indiqués dans les fiches d'intervention et les procédures d'organisation de lutte contre l'incendie. La fiche Memo DOI et communication prévoit les dispositions permettant d'informer rapidement puis au fur et à mesure l'inspection/préfecture de l'événement en cours.</p> <p>Afin de guider les services d'urgence externes sur le site, une fiche pompiers précisant les différents accès est disponible dans le POI. Des plans des moyens incendie disponibles sur site sont également annexés au POI.</p> <p>Pour former son personnel à la mise en œuvre du POI, l'exploitant dispense des formations POI, guide-files/ serre-files et sauveteur secouriste du travail (SST).</p> <p>Concernant les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site et les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a indiqué avoir lancé un appel d'offre pour disposer d'une organisation permettant la réalisation de prélèvements environnementaux. Une contractualisation est prévue vers le mois de février 2023. Concernant les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, une contractualisation devrait également être effective prochainement.</p> <p>Observation n°20221208-4 : Une fois les contractualisations prévues réalisées, l'exploitant mettra à jour son POI afin d'y intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site, - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, - les moyens et méthodes prévus, en ce qui le concerne, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>